



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/2007/19
2 avril 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR
L'EUROPE**

COMMISSION DE STATISTIQUE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-cinquième réunion plénière
Genève, 11-13 juin 2007
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**SÉMINAIRE SUR LA MESURE DU CAPITAL: ALLER AU-DELÀ
DES MESURES TRADITIONNELLES**

QUATRIÈME PARTIE

Perspectives et impasses concernant l'évaluation nationale
et les comparaisons internationales du capital social

Communication de Statistics Finland et du Centre national de recherche-développement dans le
domaine de la protection sociale et de la santé (Stakes), Helsinki (Finlande)¹

Résumé

Pour beaucoup, le capital social apparaît comme un élément permettant de mieux rendre compte des différences de développement socioéconomique entre les régions et entre les pays. Mais pour pouvoir être pleinement exploité à cette fin, le capital social doit d'abord faire l'objet, au niveau national ou régional, d'une évaluation qui autorise des comparaisons internationales ou interrégionales. Les tentatives dans ce sens ont été nombreuses, mais les succès plus rares. Le présent document décrit l'expérience nationale de la Finlande, ainsi que certaines comparaisons internationales, dans le but de faire le point de la situation: quelles sont les solutions d'avenir et les voies apparemment sans issue s'agissant d'évaluer le volume du capital social de façon à pouvoir procéder à de telles comparaisons?

¹ Cette communication a été établie à l'invitation du secrétariat.

INTRODUCTION: LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DU CONCEPT SOCIOLOGIQUE DE CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social est une des formes nouvelles ou supplémentaires de capital (au même titre que les ressources naturelles), qui n'entrent pas encore dans le cadre de la comptabilité nationale. Pour les organisateurs du séminaire, une des questions essentielles qui se pose dans ce contexte est celle de savoir dans quelle mesure ces nouvelles formes de capital peuvent être quantifiées en valeur monétaire, ou s'il existe d'autres moyens de mesurer ce stock de capital et son évolution d'une façon satisfaisante. La présente analyse consacrée à la mesure du capital social indique certaines façons de procéder, mais montre aussi que d'autres voies sont sans issue, lorsqu'il s'agit de mesurer le capital social en tant que capital.

2. L'intérêt porté à la notion de capital social, qui comporte une dimension sociologique prépondérante et une dimension économique sous-jacente, repose sur les comparaisons. Le grand classique en la matière, à savoir l'ouvrage de Robert Putnam (1993) consacré à l'étude des disparités entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud, portait déjà sur l'importance à accorder au capital social dans l'explication des différences de développement socioéconomique d'une région à l'autre. L'intérêt porté à l'étude économique du capital social tient en grande partie à des questions du même ordre. Le capital social est un des moyens permettant d'expliquer la variation inexpliquée ou résiduelle constatée en matière de développement économique d'une région à l'autre ou d'un pays à l'autre (par exemple, Hjerpe 1998, 2003; Woolcock, 2000). Pour que ce concept s'avère utile dans une telle entreprise, le capital social doit pouvoir être mesuré de façon comparable dans le temps, d'un pays à l'autre et aussi, de préférence, en volume et non uniquement sous l'angle de son évolution. Bref, il devrait être possible d'évaluer le capital social en tant que capital. Autrement dit, le capital social peut être assimilé à un élément économiquement invisible qui préserve la cohésion des sociétés et en facilite l'action, améliorant du même coup ses performances économiques et sociales.

I. LE CAPITAL SOCIAL EN TANT QUE CAPITAL: DEUX ÉCOLES

3. Depuis les premiers travaux de Putnam, l'enthousiasme suscité par l'idée de capital social s'est développé davantage parmi les spécialistes des sciences sociales que parmi les économistes. Ces derniers ont même émis des doutes quant à l'utilisation de ce concept. Parmi les critiques, d'aucuns ont affirmé que l'expression devait être purement et simplement abandonnée et, en particulier, qu'une telle métaphore prêtait à confusion. Pour Quibria (2003, 7), par exemple, citant Kenneth Arrow (2000), un des grands hommes de la discipline, le capital social ne répond guère aux trois conditions *sine qua non* qui permettent de considérer quoi que ce soit comme un capital: i) le capital a une dimension temporelle, ii) il nécessite le sacrifice délibéré du présent au profit de l'avenir et iii) il est «aliénable», ce qui signifie que sa propriété peut être transférée d'une personne à une autre.

4. Dans sa critique, Quibria cite également certains tenants du concept de capital social, qui admettent que le capital social ne constitue peut-être pas un capital à proprement parler. Ostrom (2000, cité par Quibria (2003) dans la note de bas de page 12, p. 8) fait état par exemple de quatre différences importantes entre le capital social et les autres formes de capital: premièrement, le capital social ne s'épuise pas à l'usage; au contraire, il s'amenuise lorsqu'il reste inemployé. Deuxièmement, il n'est pas facile de l'observer ou de le mesurer. Troisièmement, il est difficile à obtenir par une intervention extérieure (celle de donateurs,

par exemple). Enfin, les institutions gouvernementales nationales et régionales influent grandement sur la quantité et le type de capital social disponible pour quiconque entreprend des efforts de développement à long terme.

5. Dans le camp des économistes, la notion de capital social a été davantage prise en considération à l'échelle régionale (voir par exemple Westlund et Bolton 2003), ce qui ne tombe pas sous le sens. Le capital social n'est guère plus facile à mesurer au niveau infranational qu'au niveau national ou international, et les problèmes conceptuels dont il est question ci-dessus se retrouvent aussi au niveau régional. Il se peut que l'analyse économique appliquée à des régions plus petites offre davantage de moyens d'évaluer les diverses formes de capital incorporel (voir le paragraphe suivant) que l'analyse effectuée au niveau national ou international. Du même coup, les éléments résiduels contenant du capital social peuvent être analysés de façon plus détaillée.

6. Un autre aspect pertinent du débat économique de ces dernières années concerne l'idée d'étendre la notion de capital à certains aspects de la richesse et du développement durable, proposée par la Banque mondiale (*Where is the Wealth of Nations*, 2006; voir également Hamilton et Ruta 2006). Le capital social a été mentionné dans ce contexte, quoique de manière incidente. Fait intéressant, Hamilton et Ruta (2006) constatent que ce qu'ils appellent le capital incorporel représente la plus grande part du capital total, et que c'est dans les pays les plus avancés économiquement que cette part est la plus importante. Le capital incorporel comprend le capital humain, la gouvernance, l'efficacité institutionnelle et tous les autres éléments de capital non mentionnés ailleurs. Le dernier groupe, à savoir tous les autres éléments de capital, comprend le capital social. S'agissant de la méthode d'évaluation, Hamilton et Ruta évoquent la méthode dite de la «différence» pour toutes les formes de capital incorporel². Cette méthode ne comporte aucune mesure directe du volume ou de l'évolution du capital, quel que soit le capital incorporel considéré. Reste à établir, dans un autre contexte, si la gouvernance et l'efficacité institutionnelle constituent une forme de capital social (ce que tendraient à affirmer de nombreux partisans de cette notion).

7. Dans le camp des sociologues, les déficiences du capital social en tant que capital sont volontiers admises (voir par exemple Engeström 2001), mais elles ne sont pas nécessairement considérées comme faisant obstacle à une plus large utilisation de ce concept. Cela tient sans doute au fait que les économistes empiriques sont souvent obsédés par la mesure du volume du capital social et de son évolution, alors que les sociologues n'ont besoin ni de cette idée de volume ni de mesurer celui-ci. Mis à part l'objectif consistant à en déterminer le volume, les indicateurs généraux du capital social sont même plus largement présents dans les travaux de recherche économique que dans les travaux de nature sociologique.

8. L'économie régionale apparaît de fait comme la terre promise pour l'étude empirique du capital social. Des travaux empiriques considérables et détaillés, qui ont produit une variante d'un indice total du capital social, ont par exemple été réalisés au sujet de l'Italie

² La méthode de la différence semble correspondre à une sorte d'analyse comparative du développement économique résiduel qui ne peut s'expliquer par aucune autre forme plus mesurable de capital. Cette méthode vise à réduire le poids de certains facteurs explicatifs.

(The multivariate analysis, par Sabatini (2005)) et des États-Unis (Rupasingha *et al.* (2006), qui poussent l'analyse jusqu'au niveau du comté).

II. ÉVALUER LE CAPITAL SOCIAL AU NIVEAU NATIONAL: PERSPECTIVES

9. L'expérience finlandaise en matière d'évaluation du capital social puise également ses racines dans des préoccupations touchant à la théorie économique, à savoir: la théorie de la croissance endogène (Hjerppe 1998, 2003) et ses applications à l'économie régionale (Alanen et Pelkonen 2000). Le pionnier du débat sur le capital social en Finlande, M. Reino Hjerppe, a souligné avec force l'utilité du concept de capital social dans l'analyse économique. Cependant, l'intérêt porté ultérieurement au capital social dans le domaine de la recherche ou sur le plan politique a essentiellement privilégié des aspects sociologiques tels que la confiance ou des efforts politiques tels que la promotion de la participation de la population à l'action civique.

10. Statistics Finland a publié l'an dernier, en 2006, une étude statistique consacrée au capital social en Finlande. Les auteurs des différents articles parus dans cette publication passent en revue les mesures internationales et les cadres statistiques permettant de dégager et d'établir des indicateurs du capital social à partir des sources de données dont dispose Statistics Finland. En mesurant le capital social, il importe d'en prendre en considération non seulement les caractéristiques, mais aussi les produits présumés, comme c'est le cas dans le présent rapport. Les articles en question analysent les aspects fondamentaux du capital social, tels que la confiance, la participation, le travail bénévole, les interactions sociale

s et la réciprocité. Certains thèmes particuliers sont également examinés, notamment la question de savoir si l'utilisation des médias enrichit le capital social et s'il y a une corrélation entre la santé apparente et le capital social. Ils abordent en outre la question du capital social au travail, dans les relations de réseaux d'entreprises et dans les conventions collectives.

11. Les ensembles de données statistiques existants constituent un outil utile à l'étude du capital social, même s'ils n'ont pas été constitués à cette fin. Ils permettent par exemple d'établir des comparaisons dans le temps. Cependant, les comparaisons systématiques ne sont pas toujours possibles, car les mises à jour sont effectuées à des intervalles différents. Par ailleurs, il n'est généralement pas possible de mener une analyse globale et complète à partir d'un seul ensemble de données, et il faut recourir simultanément à plusieurs ensembles de données différents. L'utilisation des ensembles de données existants permet aussi de comparer le capital social d'un pays ou d'une région à l'autre, encore qu'il ne soit guère facile de procéder à des comparaisons internationales. Les analyses qui intègrent différents matériaux associent le plus souvent différents indicateurs, ainsi que des questions qui sont formulées différemment suivant les pays.

12. Le capital social est généralement mesuré sur la base de différents indicateurs qui en représentent des aspects essentiels, à l'image de ce qui a été réalisé dans le cadre de Statistics Finland, mais aussi en Australie (Aspects of Social Capital, 2006) ou au Canada (rapports du Projet de recherche sur les politiques, 2005 a, b, c). Il n'a pas encore été possible de mesurer le volume total du capital social en Finlande, non plus que dans d'autres pays.

13. En tout état de cause, il faudrait en apprendre davantage sur la nature multidimensionnelle du capital social. Il n'est guère satisfaisant d'en examiner une seule dimension en la considérant

comme suffisamment représentative de l'ensemble de cette notion et d'en analyser l'effet sur les résultats économiques. De fait, durant ce printemps 2007, le Bureau australien de statistique (BAS) s'attache à déterminer si le capital social peut être considéré comme un concept multidimensionnel, ou comme un ensemble de phénomènes indépendants regroupés sous la dénomination commune de «capital social». Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts visant à créer un moyen de mesurer le volume total du capital social dans les différents pays, un aspect de la mesure du capital social qui fait encore défaut.

14. Quels pourraient être les moyens d'aller de l'avant dans l'évaluation du capital social au niveau national? Théoriquement, une enquête expressément consacrée au capital social, répétée à quelques années d'intervalle, constituerait un outil bien utile pour beaucoup. Le problème est qu'il n'existe aucune règle d'or permettant d'évaluer le capital social. L'autre problème tient bien sûr au fait que les services nationaux de statistique et autres organismes chargés de recueillir des données sont déjà surchargés de tâches de collecte de données, ce qui est aussi vrai des personnes qui répondent aux questionnaires: le recul des taux de réponse observé pratiquement partout n'incite guère à entreprendre de nouveaux travaux de collecte de données. L'autre solution consiste à s'en remettre aux données provenant d'autres sources existantes. C'est ce qui a été fait en quelques occasions en Finlande et dans d'autres pays. Une telle approche a également été employée dans les analyses régionales approfondies mentionnées plus haut (Rupasingha *et al.* 2006, Sabatini 2005). Pour les prochaines années, c'est probablement à ce type d'analyse secondaire qu'il sera fait appel pour améliorer l'évaluation du capital social au niveau national.

III. LES COMPARAISONS INTERNATIONALES DU CAPITAL SOCIAL: UNE IMPASSE?

15. Il semble que l'évaluation du capital social se fonde sur l'hypothèse implicite que cette notion comporte des caractéristiques universelles, qui s'appliquent uniformément à la plupart des pays et des cultures. Or, les comparaisons internationales et les principales comparaisons régionales existantes concernent des pays partageant un même environnement culturel (pays anglo-américains) ou des régions d'un même pays (par exemple, la comparaison classique de Putnam entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud ou entre les États des États-Unis).

16. Un aspect semble problématique. Il s'agit du rôle de l'action civique communautaire ou locale. Toujours implicitement, les promoteurs anglo-américains du capital social soulignent l'importance des communautés locales et le rôle décisif de l'action civique bénévole (les opposant implicitement à l'intervention des pouvoirs publics). Cela peut effectivement poser problème si certains pays (tels que les pays nordiques) considèrent l'État et les pouvoirs publics non comme un obstacle, mais comme un vecteur de l'action civique. «Nous sommes l'État» pourrait bien être le mot d'ordre des pays nordiques, où l'appui réglementaire et financier des pouvoirs publics est un élément indispensable à l'action civique. Dans ces pays, l'État est perçu essentiellement comme utile plutôt que néfaste à l'action civique. Comment une telle attitude face à l'action civique peut-elle donc être conciliée avec le volontarisme non étatique qui sous-tend la conception anglo-américaine du capital social? Dans ce contexte, il apparaît quelque peu paradoxal que, dans sa comparaison entre les États des États-Unis, Putnam ait pu conclure

que la principale variable permettant d'expliquer les différences de volume³ du capital social tenait à la proportion de personnes d'origine scandinave dans la population des États.

17. Les véritables comparaisons internationales du volume du capital social sont rares. Patulny (2004) a utilisé l'Enquête mondiale sur les valeurs et les enquêtes multinationales sur les budgets-temps pour étudier les différences dans la notion de capital social en fonction des politiques sociales ou des régimes de protection sociale (social-démocrate, libéral ou corporatiste). L'accent a été mis sur le capital social dit de liaison. Selon la formulation de Patulny (2004, 5), la liaison est fondée sur un processus émotionnel par lequel la confiance se généralise et s'oriente, par le biais de normes sociales, vers un «autrui» généralisé que nous ne connaissons pas très bien. La question à examiner était de savoir quelle place accorder au régime de protection sociale en déterminant le volume du capital social. Patulny n'a pas élaboré de mesure du volume du capital social, mais a défini quatre variables permettant de décrire le capital social dit de liaison: la confiance, l'adhésion volontaire, l'activité bénévole et la vie sociale. Fait étonnant pour certains des promoteurs du capital social, la participation active des pouvoirs publics (régime de protection sociale de type social-démocrate) n'affaiblissait pas ce type de capital social. Dans ses conclusions, Patulny laisse entendre que l'évolution de celui-ci est influencée à la fois par les régimes de protection sociale, et, surtout, par leur restructuration.

18. Iisakka (2004) a également utilisé les données de l'enquête mondiale sur les valeurs pour comparer le niveau de capital social dans différents pays. L'objectif de l'étude était d'établir s'il existait à cet égard des différences entre les pays, où les disparités de revenus sont importantes, moyennes ou faibles. Le capital social a été mesuré sur la base des critères suivants: confiance généralisée, confiance portée à différentes institutions et participation à la vie associative. Les résultats ont fait apparaître des différences selon les pays. C'est dans les pays nordiques, où l'écart entre les revenus est le plus faible, que le capital social était le plus important, mais contrairement à l'hypothèse de départ, ce n'est pas dans les pays à forte disparité de revenus que le niveau de capital social était le plus bas. Dans ce contexte, on peut dire que les facteurs culturels jouent aussi un rôle significatif dans la mesure du capital social. Les réseaux dûment structurés occupent par exemple une plus large place aux États-Unis qu'en Espagne, où les réseaux informels, tels que la famille, les amis et les proches, sont plus importants que la participation à des groupes organisés.

19. Le fait que des ensembles multinationaux de données comparables tels que celui de l'Enquête mondiale sur les valeurs ont été utilisés pour mesurer le capital social n'exclut pas la possibilité que les données ne soient pas comparables du point de vue culturel. Prenons, par exemple, l'enjeu que constitue la participation à l'action civique. Dans un pays où les organismes publics ont des fonctions plus ou moins équivalentes à celles que des associations exercent ailleurs, toute question posée au sujet du bénévolat s'inscrira dans un contexte complètement différent de celui d'un pays où les organisations non gouvernementales ont un rôle prééminent. Ainsi, même si elles sont rigoureusement identiques d'un point de vue technique, les enquêtes ne peuvent pas garantir des résultats comparables dans la mesure du capital social, dont bon nombre d'aspects sont déterminés par des facteurs culturels. Un tel problème, dont il n'est guère tenu compte dans les enquêtes comparatives, est d'une importance cruciale lorsqu'il s'agit de mesurer le capital social.

³ Le volume auquel Putnam se réfère s'entend non pas du volume au sens économique du terme, mais d'une sorte de valeur approximative correspondante.

20. En dépit des doutes dont il est question ci-dessus, de nombreux promoteurs du concept de capital social ont continué de s'attacher à mettre en place des cadres universels transculturels pour le mesurer. Les travaux entrepris notamment par la Banque mondiale pour élaborer un instrument (un questionnaire) visant à mesurer le capital social sont axés sur les pays en développement et, en l'occurrence, essentiellement sur telle ou telle communauté locale ou région (voir, par exemple, Grootaert et al 2004). De fait, le rapport consacré à la présentation détaillée du questionnaire relatif au capital social reconnaît que les instruments requis pour mesurer le capital social au niveau des ménages ou des individus diffèrent profondément de ceux qui sont nécessaires à l'échelle d'un pays (Grootaert et al 2004, p. 5). On ne sait pas au juste comment les experts de la Banque mondiale conçoivent la mesure du capital social au niveau d'un pays.

IV. QUESTIONS À PRENDRE EN CONSIDÉRATION DANS LES TRAVAUX ULTÉRIEURS VISANT À ÉTABLIR DES STATISTIQUES DU CAPITAL SOCIAL

21. La conclusion à tirer quant à la possibilité de mesurer le volume du capital social de façon comparable dans le temps dans le cadre d'une évaluation nationale, et aussi de façon à pouvoir effectuer des comparaisons entre les pays, n'incite guère à l'optimisme.

22. *Au niveau national*, divers aspects du capital social peuvent assurément être mesurés grâce aux données d'enquêtes et d'autres types de données concernant les réseaux sociaux et la vie associative. Techniquement et, dans une certaine mesure, théoriquement, il serait sans doute possible de recourir à des méthodes à plusieurs variables, à condition de disposer d'un vaste ensemble de données correspondant. Or c'est rarement le cas lorsque les données utilisées proviennent de sources diverses telles que les registres ou les enquêtes par échantillonnage. Les exemples fournis par les analyses régionales concernant l'Italie (Sabatini 2005) et les États-Unis (Rupasingha *et al.* 2006) tendent à montrer que les enquêtes à très grande échelle ou l'utilisation de données provenant de plusieurs sources sont les approches les plus prometteuses. La collecte de données par région du type de celles qui ont été recueillies en Italie et aux États-Unis demande un effort important, en particulier lorsqu'il faut le répéter d'une année sur l'autre. Bien entendu, le fait que le capital social mesuré au niveau de la communauté ne représente pas nécessairement la somme du capital social accumulé au niveau de l'individu, du ménage ou au niveau infracommunautaire pose problème dès lors qu'il s'agit de passer de chiffres régionaux à des chiffres nationaux.

23. *Dans le cadre de comparaisons internationales*, les problèmes sont encore plus complexes, étant donné les variantes culturelles des notions de réseau, de confiance ou de réciprocité, par exemple. En outre, il se peut que le capital social relève davantage d'une entité collective telle que l'État ou les collectivités régionales ou locales, ce qui soulève plus de problèmes pour les comparaisons internationales que pour les évaluations nationales. C'est sans doute parce qu'ils en sont conscients que les experts de la Banque mondiale font observer que les mesures réalisées au niveau d'un pays ne nécessitent pas les mêmes instruments que les analyses régionales et locales traditionnelles.

24. L'augmentation du nombre des rapports nationaux consacrés au capital social, permettra peut-être d'étudier plus en profondeur les problèmes liés aux comparaisons internationales. Jusqu'à présent, de tels rapports ont été trop peu nombreux et provenaient de pays culturellement trop semblables pour pouvoir donner lieu à de véritables comparaisons. De même, on ne s'est

guère attaché à évaluer le volume du capital social au niveau national. Il se peut que cette situation s'améliore dans les années à venir, auquel cas la question pourra alors à nouveau être envisagée.

BIBLIOGRAPHIE

Alanen, Aku & Pelkonen, Lea (2000): Can regional economic growth be explained by social capital. In: Kajanoja, Jouko & Simpura, Jussi (resp. publ.): Social Capital. Global and Local Perspectives, pp. 51 à 76. Helsinki: Institut gouvernemental de recherche économique, étude n° 29.

Arrow, Kenneth J. (2000): Observations on social capital. In: Dasgupta, P. & Serageldin, I. (resp. publ.): Social Capital. A Multifaceted Perspective. Washington, D.C.: Banque mondiale.

BAS (Bureau australien de statistique) (2006): Aspects of Social Capital.
<http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/DetailsPage/4911.02006?OpenDocument>.

Engeström, Yrjö (2001): Sizing up social capital. In: Engeström, Yrjö (resp. publ.) (2001): Activity theory and Social Capital. Helsinki: Center for Activity Theory and Development Work Research, Université d'Helsinki, Technical Reports 5.

Groetaart, Christiaan; Narayan, Deepa; Nyhan Jones, Veronica & Woolcock, Michael (2004): Measuring Social Capital. An integrated questionnaire. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Hamilton, Kirk & Ruta, Giovanni (2006): Measuring social welfare and sustainability. Document présenté à la Conférence de l'Association internationale pour les statistiques officielles (IAOS), Ottawa, septembre 2006.
<http://www.iaos2006conf.ca/pdf/Kirk%20Hamilton.pdf>.

Hjerpe, Reino (1998): Social capital and economic growth. Helsinki: Institut gouvernemental de recherche économique, Discussion papers 185.

Hjerpe, Reino (2003): Social capital and economic growth revisited. Helsinki: Institut gouvernemental de recherche économique, Discussion papers 307.

Iisakka, Laura (2004): Sosiaalisen pääoman erot maiden ja sosioekonomisten ryhmien välisessä vertailussa. Université d'Helsinki. Département de politique sociale. Thèse de Master.

Iisakka, Laura (resp. publ.) (2006): Social Capital in Finland. A statistical review. Helsinki: Statistics Finland.

Ostrom, Elinor (2000): Social Capital: a Fad or a Fundamental Concept? In: Dasgupta, P. & Serageldin, I. (resp. publ.): Social Capital. A Multifaceted Perspective. Washington, D.C.: Banque mondiale.

Patulny, Roger (2004): Social capital and welfare: dependency or division? Examining bridging trends by welfare regime, 1981 to 2000. Sydney: Social Policy Research Centre, SPRC Discussion Paper No. 138.

Projet de recherche sur les politiques (2005a): La mesure du capital social: Document de référence pour la recherche, l'élaboration et l'évaluation de politiques publiques http://recherchepolitique.gc.ca/doclib/Measurement_F.pdf .

Projet de recherche sur les politiques (2005b): Le capital social comme instrument de politique publique. Rapport de projet http://recherchepolitique.gc.ca/doclib/SC_Synthesis_F.pdf.

Projet de recherche sur les politiques (2005c): Le capital social à l'œuvre: Études thématiques sur les politiques. http://recherchepolitique.gc.ca/doclib/SC_Thematic_F.pdf.

Putnam, Robert (1993): Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy. Princeton (N.J.): Princeton University Press.

Putnam, Robert (2000): Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community. New York: Simon & Schuster.

Quibria, M.G. (2003): The Puzzle of Social Capital: A critical review. Manille: Banque asiatique de développement, ERD Working Paper Series, No. 40.

Rupasingha, Anil; Goetz, Stephan J. & Freshwater, David (2006): The production of social capital in US counties. The Journal of Socio-Economics, 35:83–101.

Sabatini, Fabio (2005): Measuring Social Capital in Italy. An exploratory analysis. Bologne: Faculté d'économie, Université de Bologne, Working paper 112.

Westlund, Hans & Bolton, Roger (2004): Local Social Capital and Entrepreneurship. Small Business Economics, 21(2):77–113.

Where is the Wealth of Nations? Measuring Capital in the 21st Century. Washington: Banque mondiale.
<http://siteresources.worldbank.org/INTEEI/Home/20666132/WealthofNationsconferenceFINAL.pdf>

Woolcock, Michael & Narayan, Deepa (2000): Social Capital: Implications for development theory, research and policy. World Bank Research Observer, 15(2):225–249.
